

INTERVENTION 14 DÉCEMBRE 2015

SUJET : SÉANCE PUBLIQUE

« Merci, Monsieur le Président.

Chers Monégasques,

Notre pays ami avec lequel nous partageons une communauté de destin, est en proie à des dérives pour le moins inquiétantes. Hier, dans plusieurs régions, y compris la région voisine, les électeurs ont presque décidé de fermer la porte à ce qui a fait son âme.

Cette vague brune n'est pas isolée, ni temporaire. Elle enfle même, dans de nombreux pays européens, je peux le constater à chaque fois que je me rends à Strasbourg au Conseil de l'Europe. Sans parler de ce qui se passe aux Etats-Unis.

Ces pays tendent à se refermer sur eux-mêmes et à confier les rênes du pouvoir à des apprentis-sorciers, qui disent que l'autre, le voisin, celle qui est née dans un autre pays, est un ennemi et un bouc émissaire.

Certains d'entre vous me diront : « En quoi cela nous concerne-t-il ? Nous sommes un pays indépendant, nous n'avons rien à faire avec tout cela ! »

Je vous répondrai que nous ne vivons pas dans une bulle, que plus de 100 nationalités coexistent pacifiquement dans notre pays. Deux tiers des résidents de la Principauté sont des étrangers. Tout cela nous concerne au plus haut point car Monaco est probablement le pays au monde qui dépend le plus de l'étranger.

Ce « melting pot monégasque », de tous les pays, de toutes les couleurs de peau, de toutes les religions, de toutes les orientations sexuelles, c'est nous, c'est Monaco, c'est notre chance et c'est aussi notre force.

Dans cette enceinte, au Conseil national, nous sommes aussi les garants que ces personnes qui vivent ici ou qui vivent d'ici, seront toujours traitées avec justice, sans discrimination, qu'ils ou elles soient de riches hommes ou femmes d'affaires, des employés de maison ou bien des ouvriers.

Leur prospérité et leur liberté sont, aussi, les nôtres ! Nous ne devons pas l'oublier.

Je crois de toutes mes forces que Monaco est et doit rester du côté du progrès, de la liberté, de la lumière. Sans qu'aucune concession ne soit permise. Sans faiblesse non plus.

Répondre, chez nous, par l'obscurantisme, à l'obscurantisme qui nous attaque dans notre chair et dans nos valeurs est la pire des réponses. Ce serait renier l'héritage du Prince Albert 1er, ce serait abandonner ce que nous sommes.



Le budget, pour finir.

Il est bon, les voyants sont au vert, il est en excédent, bravo aux fonctionnaires et au Gouvernement pour le bon travail. Je voterai volontiers en sa faveur, sauf que le Gouvernement, comme à son habitude, prend ses aises avec les prérogatives du Conseil National, en engageant des dépenses publiques sans son aval, comme le demande notre Constitution.

Je suis trop attaché à l'état de droit. Il ne faut rien lâcher sur nos principes.

Je m'abstiendrai.

Je vous remercie pour votre attention. »

Bernard Pasquier